

THIERRY JACQUES (MOC)

«Il faut entamer une transition radicale»

BRUXELLES Thierry Jacques s'apprête à briguer un nouveau mandat à la tête du Mouvement ouvrier chrétien (MOC). Le président de la plateforme des associations sociales d'inspiration chrétienne rappelle la nécessité d'affronter la crise économique actuelle en proposant un nouveau modèle de société. **Francesco Randisi**

La crise semble entrer dans une nouvelle phase plus dure pour les travailleurs. Ça vous inquiète-t-elle ?

«On voit bien que les restructurations, les fermetures, les licenciements se multiplient. Les entreprises subissent de plein fouet les effets progressifs de la crise globale qui s'est déclenchée avec la crise financière. Cela dit, je ne voudrais pas que l'on fasse l'impasse sur les premiers effets de la crise financière dans les entreprises. Beaucoup de pertes d'emploi ont eu lieu aussi avant. C'était des contrats à durée déterminée non renouvelés, des intérimaires éjectés des entreprises. C'était moins visible car ces travailleurs étaient sous statut précaire et les plus touchés étaient les femmes et les jeunes.»

C'est un peu paradoxal quand on voit que la bourse se porte déjà mieux...

«Cela me paraît d'abord très cynique. Les bourses ont connu une reprise incroyable en 2009. Il y a donc beaucoup de spéculateurs qui se sont fait beaucoup d'argent l'année passée. Les plus-values boursières ont été particulièrement élevées. Pourtant, elles ne font pas l'objet d'une imposition en Belgique. Le bénéfice net a donc été très important pour une minorité de la population. Cela paraît absurde. Cela montre que les bourses continuent de fonctionner de façon autiste, sans lien réel avec la situation économique qui se détériore. Cela peut nous conduire à un nouveau crash, un nouveau krach. En fait, le secteur financier est en train de se retenir comme au casino. Il est en train de reconstituer des réserves, de refaire de la spéculation, les bonus sont de nouveau à l'ordre du jour, même si on les appelle parfois autrement par fausse pudeur. On voit bien qu'on est occupé à remettre en place tous les ingrédients qui ont provoqué la crise financière en 2008 et 2009.»

Le gouvernement fédéral avait pourtant pris des mesures anticrise. Celles-ci ont-elles montré leurs limites ?

«Sans doute. Il était nécessaire que les gouvernements tant fédéral que régionaux appuyés par les partenaires sociaux prennent des mesures d'urgence sociale. Il fallait essayer, autant que possible, de «sauver les meubles». Il fallait le faire parce que des outils aussi importants que la sécurité sociale ont permis d'amortir le choc de la crise. Il était indispensable de les renforcer par le biais de mesures telles que le chômage économique. Cela dit, c'est totalement insuffisant. Les perspectives en terme de chômage sont dramatiques en Belgique, mais aussi au niveau européen. Nous devons donc nous poser des questions plus fondamentales. Peut-on transformer le modèle de croissance, de

production et de consommation dans lequel nous nous trouvons depuis plusieurs dizaines d'années ?»

Cette réflexion semble avoir du mal à quitter la société civile pour arriver jusqu'aux politiques. Une transformation de notre modèle économique est-elle réaliste ?

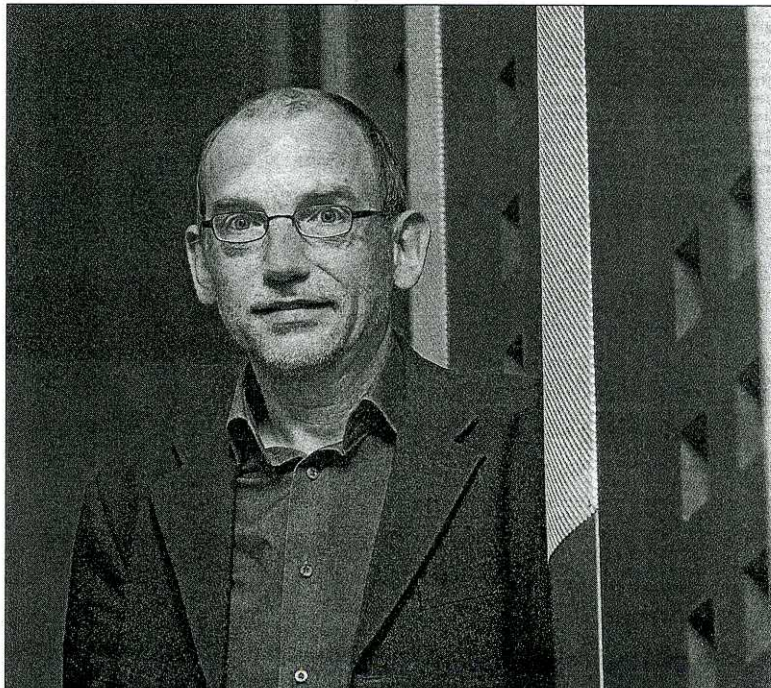
«Je ne sais pas si c'est réaliste, mais c'est indispensable. Sans ça, on n'en sortira pas. Je pense que les responsables politiques sont confrontés à des échéances liées au temps politique. Ce dernier est court. Ce que nous préconisons comme changement de modèle ne peut se faire que dans un temps plus long. Par ailleurs, les responsables politiques sont aussi confrontés à des enjeux mondiaux comme la crise financière alors qu'ils n'ont qu'une légitimité limitée sur un territoire donné. Un des éléments qui doit avoir une place très importante dans ce projet de société, c'est le temps de travail. On ne peut pas imaginer que l'on répondra sérieusement aux problèmes du chômage si on n'ouvre pas le débat sur la répartition de cette richesse qu'est le temps de travail.»

Quand la FGTB a voulu lancer ce débat, elle s'est immédiatement confrontée à un mur de la part de la FEB...

«Le débat sur le temps de travail devrait se faire en même temps que les discussions sur les mesures anticrise. Cela ne veut pas dire qu'on va passer à la semaine de quatre jours dès le mois prochain. On sait que ce n'est pas possible, mais il faut entamer une transition radicale. Cela veut dire qu'il faut se donner du temps, mais avec un objectif radical. Je pense que l'attitude de la FEB dans ce dossier n'est pas responsable. Priver des dizaines de milliers de jeunes de perspectives d'avenir, c'est presque criminel. Un des défis majeurs de la Belgique à l'occasion de la présidence européenne au deuxième semestre est d'obtenir un accord sur une mobilisation massive pour l'emploi par le biais d'une réduction du temps de travail.»

Vous êtes d'accord avec ceux qui demandent une suspension des exclusions des chômeurs en période de crise ?

«Le MOC a toujours été opposé à ce plan d'activation. Pas tant sur l'aspect accompagnement des chômeurs, mais pour ses aspects pressions et sanctions. Nous avons toujours dit que ce plan était inefficace parce qu'il ne crée pas d'emploi et est très coûteux. En plus, il est complètement injuste puisque les victimes de ce plan sont les personnes qui ont le plus de difficulté à se défendre, les chômeurs les plus vulnérables sont les victimes de ce plan. Ce plan doit être abandonné d'autant



«Les bourses continuent de fonctionner de façon autiste»

plus qu'aujourd'hui, avec la crise, l'emploi est encore plus rare.»

Vous briguez un nouveau mandat à la tête du MOC. Quel bilan dressez-vous de ces dernières années ?

«À l'intérieur du MOC, on a essayé de développer le travail collectif avec les responsables des organisations qui composent le mouvement. On a resserré les liens. Le MOC a aussi veillé à introduire les enjeux climatiques dans son action politique. Nous avons également approfondi notre travail sur certains axes particuliers: l'enseignement, le logement, la santé, l'énergie, la défense des sans-papiers et l'égalité homme-femme.»

Le MOC est-il plus entendu ? On a vu que votre souhait de voir fleurir un olivier a été réalisé...

«Restons modestes. L'olivier est aussi le résultat d'une série de réalités politiques concordantes.

Ceci dit, ne boudons pas notre plaisir d'avoir des coalitions que nous avons encouragées.»

Ces coalitions vous ont-elles donné entière satisfaction en six mois seulement de travail ?

«À la lecture des déclarations gouvernementales, nous avons été ravis. Nous avons fortement apprécié beaucoup de choses. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, nous avons constaté beaucoup d'intentions qui rejoignent nos préoccupations. En même temps, nous sommes inquiets parce que nous avons le sentiment que la situation budgétaire ne permettrait pas de réaliser ces intentions. Et effectivement, quand il s'est agi de faire le budget en octobre 2009, on a vu que beaucoup de mesures envisagées ont été renvoyées aux calendes grecques.»

Vous souhaitez que les coalitions olivier soient plus fidèles à leurs déclarations de politiques régionales ?

«On aimerait bien, même si on sait qu'il est indispensable de dégager des moyens financiers pour y parvenir. Les oliviers nous envoient cependant des signaux positifs. Quand ils décident d'investir massivement dans l'isolation de l'habitat au détriment de la prime à la production d'électricité par l'installation de panneaux photovoltaïques, nous disons que c'est un bon choix. Pourquoi ? Parce qu'il vaut mieux faire de l'isolation que de la production. En plus, ils prévoient des mesures d'accompagnement pour les populations les plus fragiles qui n'ont pas toujours les moyens d'isoler leur habitation. Cependant, nous aurions voulu que le gouvernement aille plus loin et avance plus sérieusement sur la question fiscale. Or, on sent une incapacité des responsables politiques à mettre sur la table un débat sérieux sur une perception fiscale juste et efficace.»

/// www.moc.be

«J'espère que Mgr Léonard sera engagé à nos côtés»

La désignation de Mgr Léonard inquiète-t-elle le MOC ?

«La décision de Rome est une décision d'Eglise et nous ne sommes pas concernés. Nous sommes un mouvement social dans lequel sont cependant actifs des militants attachés à la foi chrétienne. Or, je sais que ce choix ne ravit pas nos militants croyants. Pourquoi ? Parce que je pense que Mgr Léonard est davantage un homme de certitude qu'un homme de conviction. Il est attaché à un dogme incontestable. Or, ce n'est pas notre façon de voir la religion aujourd'hui parce que dans ce dogme, il n'y a pas de place pour le doute et l'ouverture envers la société. Sur le plan social, il faut reconnaître que le nouvel archevêque a été actif notamment sur la question de l'accueil de sans-papiers. Je me demande cependant si Mgr Léonard défend un projet de solidarité ou simplement de charité. Ce n'est pas la même chose. J'espère cependant qu'il sera de notre côté dans nos engage-

ments sociaux.»

Cette désignation risque-t-elle de couper les ponts définitivement entre le MOC et le monde catholique ?

«Si l'arrivée de Mgr Léonard ferme quelque chose, la fermeture ne peut venir que de l'Eglise. S'il ne comprend pas que les chrétiens dans les paroisses sont aussi pleinement impliqués dans la société, il risque de fermer l'Eglise vis-à-vis du peuple chrétien.»